Parti Socialiste
Congrès national extraordinaire de Créteil
Samedi 24 janvier 1981

Sommaire

Le président (Gaston Defferre) 1
Laurent Cathala (Maire de Créteil) 1
Paulette Nevoux (Secrétaire de la fédération du Val de Marne) 4
Jean Poperen 5
Pierre Joxe 10
Louis Mermaz 11
Pierre Bérégovoy 12
Lionel Jospin 12
François Mitterrand 15

(Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Gaston Defferre.

Le président (Gaston Defferre)

La parole est tout de suite à Laurent Cathala, maire de Créteil.
(Applaudissements)

Laurent Cathala (Maire de Créteil)

Mes chers camarades, permettez-moi, tout d'abord, de saluer tous les journalistes de la presse étrangère, nationale et locale qui nous font l'amitié de suivre nos travaux.
En accueillant aujourd'hui le Congrès du Parti Socialiste, je vous souhaite à tous la bienvenue à Créteil, au nom de la municipalité et de tous les militants Socialistes de notre ville.
Joie, fierté, gravité, espoir sont les sentiments que j'éprouve, mes chers camarades, en vous accueillant, en vous saluant fraternellement.
Joie, car ce Congrès traduit l'unité profonde des Socialistes face à la tâche immense qui les attend.
Fierté, car ce Congrès illustre le fonctionnement démocratique de notre Parti, et met un terme au processus de désignation par les militants de leur candidat à la Présidence de la République. Je ferai remarquer que ce processus constituait un pari difficile, que seul le Parti Socialiste a pris mais que nous gagnons aujourd'hui.
Gravité car ce Congrès nous en mesurons aujourd'hui tous l'importance pour l'avenir de la France.

Fondation Jean-Jaurès

Espoir, car ce Congrès, en investissant le candidat Socialiste, le candidat du Parti Socialiste, le candidat des militants Socialistes représente aux yeux de millions d'hommes et de femmes la seule chance de changement réel pour une vie meilleure.

Ce Congrès de Créteil trouve dans ce contexte sa véritable dimension. En prenant aujourd'hui un nouveau rendez-vous avec l'histoire, faisons en sorte que ce soit le rendez-vous de la victoire, le 10 mai prochain. Il me plait, que le premier geste militant, dans ce sens, se fasse à Créteil. Je veux croire que le choix de Créteil est symbolique, qu'il illustre, à l'image de ces centaines de municipalités, que nous avons gagnés en 1977, l'enracinement nouveau et profond de notre Parti. Dans cette région Ile de France à la recherche de son identité et plus particulièrement dans ce département du Val de Marne, que se partageaient les Communistes et la Droite, nous nous sentions, nous Socialistes un peu à l'étroit.

En gagnant le chef lieu de ce département et les autres villes : Boissy St Léger, Villiers sur Marne, s'ajoutant à Alfortville, Cachan, L'Hay les Roses, notre Parti s'est donné une représentation plus conforme à son implantation nationale dans ce département ouvrier.

Face à la politique gouvernementale que mènent les collectivités locales à l'asphyxie, à Créteil comme dans toutes les municipalités Socialistes, nous nous sommes efforcés de mettre en place une politique municipale franchement tournée vers les aspirations et les besoins de nos concitoyens, sans tomber dans l'illusion du Socialisme municipal qui fait l'impasse sur les pesanteurs du type d'organisation de notre Société et des rapports qui la régissent, il convient d'affirmer que les Socialistes gèrent autrement, administrent au contact étroit de la population, prenant en compte ses aspirations et en l'associant aux décisions.

Partout dans nos municipalités des structures démocratiques sont mises en place. Ici à Créteil, avec l'atelier public d'urbanisme. De véritables services d'information permettent à nos administrés de contrôler et d'intervenir sur les choix qui les concernent, dans nos projets d'urbanisme. Nous voulons rendre à la ville une dimension plus humaine, nous voulons développer une architecture plus douce, plus harmonieuse, moins monumentale. Nous repensons la rue et ses fonctions d'animation, de rencontres et de communication.

Nous affirmons dans nos programmes la nécessité d'avoir une politique de l'habitat non ségrégative qui ne rejette pas à la périphérie ou dans d'autres localités tous ceux que la race, le handicap, l'âge et surtout la condition sociale marginalisent.

Les Socialistes veulent dans leurs communes promouvoir des rapports sociaux plus solidaires et plus fraternels à travers leur action sociale, tout en rompant avec les formes d'assistance qui déresponsabilisent. L'insertion des immigrants dans la vie de la cité est l'indispensable solidarité entre travailleurs immigrés et nationaux, sont au centre de nos préoccupations.

Nous, Socialistes, ne pouvons souscrire aux notions de quotas et de seuils de tolérance car elles intègrent celles d'exclusion et de rejet. Ces notions ne reposent sur aucune base scientifique et objective. Nous devons simplement en

tant qu'hommes de gauche, avoir conscience du seuil de pauvreté et combattre avec force le seuil du profit.
Gardons-nous de la politique du bouc-émissaire, elle confond les victimes avec les causes, elle nourrit le racisme. Le combat des Socialistes est celui de la générosité, de la solidarité, de la fraternité. Nous ne pouvons utiliser les armes de la haine. Laissons à la Droite les armes qui lui sont propres.
A Créteil, dès 1978 nous avons mis en place un Office municipal des immigrants, dont l'objectif est de rapprocher tous les hommes de notre ville, quelle que soit leur race ou leur nationalité, en les menant à se rencontrer, à communiquer, et ainsi à mieux se connaître.
D'autre part, les municipalités Socialistes à travers la coopération intercommunale, mondiale, militent pour la défense des droits de l'homme et contre la barbarie.
Ainsi, de nombreuses villes ont adopté des réfugiés candidats à l'émigration en Israël.
Ainsi nous avons organisé un vaste réseau de solidarité destiné à accueillir les réfugiés du Sud-Est Asiatique.
C'est notre contribution au rapprochement entre les peuples et pour la paix dans le monde.
Nous sommes également attentifs au problème de la jeunesse, à un moment où la politique du pouvoir ne lui laisse comme perspective que le chômage, les biens artificiels de consommation, le désœuvrement source de désespérance et parfois de violence.
C'est le sens de notre action municipale, dans le secteur culturel et sportif, et nous pouvons là encore constater dans nos villes le désengagement de l'Etat dans des domaines aussi essentiels de la vie quotidienne.
Enfin, les élus Socialistes ont une autre politique à l'égard des personnels placés sous leur autorité. Le contrat cadre, proposé par le Parti aux organisations syndicales des personnels communaux marque notre volonté d'aller vers la réduction du temps de travail et d'augmenter le temps de vivre. La revalorisation de la fonction communale, tout en redonnant un sens à la notion de service public.
Cette politique, différente de celle de la Droite, dans nos municipalités, témoigne de notre réelle volonté de changement au niveau de notre pays, et donne à notre projet une crédibilité plus grande.
Sous le contrôle de notre Parti et sous votre autorité, François Mitterrand, les Socialistes ont réalisé, ont bâti, ont apuré des situations financières parfois très délicates ont mis en place de nouvelles structures, ont établi des rapports plus solidaires entre les différentes catégories sociales.
Grâce au travail accompli depuis 1977, grâce à l'acquis de nombreuses et plus anciennes municipalités déjà dirigées par les Socialistes, notre implantation locale est à la mesure de notre présence et de notre engagement dans l'ensemble du pays. Elle est une condition importante de nos progrès, de notre développement. Elle sera peut être une des conditions de notre succès en plaçant le candidat Socialiste dans une situation beaucoup plus favorable qu'en 1974.

Fondation Jean-Jaurès

Tous les élus auront à cœur de jeter toutes leurs forces dans la campagne qui commence. Nos fonctions nous commandent de porter haut et fort un témoignage impitoyable sur les conséquences désastreuses de la politique du pouvoir à l'encontre de nos concitoyens. La victoire du candidat Socialiste est plus que jamais possible, elle sera celle de tous les Socialistes.
Nous avons mes chers camarades, en ce qui nous concerne, 90 jours pour gagner. François Mitterrand, j'en suis sûr saura quant à lui rassembler pour changer.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Paulette Nevoux Secrétaire de la fédération du Val de Marne.

Paulette Nevoux (Secrétaire de la fédération du Val de Marne)

Ce n'est pas la première fois, mes camarades, que vous venez dans le Val de Marne et c'est toujours avec beaucoup de plaisir que nous vous retrouvons dans ce département venant un peu des 4 coins de France, sans ou lier bien entendu nos camarades d'Outre-mer que nous retrouvons avec beaucoup de plaisir.
Aujourd'hui, c'est essentiellement à nos camarades de la municipalité de Créteil que revient le mérite de l'organisation de ce Congrès et je sais qu'ils ont mis beaucoup d'ardeur pour que nous travaillions dans de bonnes conditions.
Deux mots, chers camarades, pour vous dire que cette élection présidentielle en 1981 est une grande étape pour le Socialisme en France. On disait en 1974 ce beau slogan : le Socialisme est une idée qui fait son chemin. Eh bien, regardez comme l'idée fait son chemin doucement mais sûrement, Laurent Cathala l'a un peu rappelé en 1974 dans le Val de Marne. Nous étions un millier d'adhérents. Je dis nous, je n'en étais pas, j'ai adhéré après les présidentielles - aujourd'hui, nous sommes près de 2000 adhérents, nous avons une section dans chaque commune.
En 1974, nous avions 3 villes avec une solide implantation, en 1977, nous avons gagné Créteil, Villiers, Boissy, Fresnes, en 1976, nous avons doublé nos conseillers généraux.
Je ne poursuis pas, mais ces quelques progrès ici, vous les connaissez, vous aussi, dans vos départements, dans vos fédérations. En 1974, avec un parti moins fort, moins organisé, moins structuré, François Mitterrand, avec beaucoup moins d'élus, François Mitterrand, avait recueilli 49,8% des suffrages. Je sais que la situation n'est pas la même ; beaucoup de choses ont changé ; mais aujourd'hui, fort de ce que nous sommes devenus en six ans, on peut et on doit faire mieux. Rien n'est joué, c'est vrai, mais c'est aussi en grande partie de nous que dépend la victoire. Nous allons connaître les joies et les offres d'une grande campagne électorale, les moments d'enthousiasme, de fatigue, d'énervement, mais quelle émotion aussi de voir ce que l'on attend de nous, de voir ce qui dépend de nous.
De nouveau, aujourd'hui, nous allons être derrière notre candidat François

Collection Jean Jaurès

Mitterrand. Il sait qu'il pourra compter sur chacun d'entre nous et que le Parti Socialiste, en ordre de bataille, ce sera son meilleur soutien et l'élément déterminant de la victoire.
Camarades, je crois que nous avons une journée de travail chargée. Je sais que le temps est précieux. Alors, je vais en terminer. Je vais en terminer en vous souhaitant un bon Congrès et une bonne campagne électorale dans vos départements.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Poperen.

Jean Poperen

Camarades, d'abord, j'espère que je tiendrai jusqu'au bout, ce qui n'est pas certain...
Chers camarades, si nous avons tous, le sentiment que cette journée sera un temps fort de l'histoire du Parti Socialiste, cela tient d'abord, bien sûr, aux circonstances de ce début d'année 1981, à l'enjeu de la bataille politique qui s'engagera bientôt, mais cela est dû aussi pour une bonne part au fait que, pour la première fois, nous achevons le processus de désignation de notre candidat à l'élection présidentielle par la voie la plus démocratique.
Cette procédure nous a valu beaucoup d'ironie et de critique de la part de nos adversaires. Nous comprenons qu'une telle pratique provoque l'irritation de ceux qui, pour reprendre le mot de François Mitterrand, ont l'habitude de se poser eux-mêmes la couronne sur la tête. Et nous en sommes fiers.
A la réflexion, il serait pourtant singulier que, pour une élection où tous les citoyens s'expriment, les militants, eux, n'aient pas la parole. Constatons donc que, parmi les grands partis, nous sommes les seuls à agir ainsi, les seuls à pouvoir le faire, et il n'est sans doute pas indifférent aux citoyens de ce pays que le Parti Socialiste, par sa pratique démocratique dans ses propres affaires, offre l'exemple de ce que sera sa pratique démocratique dans les affaires de la nation, donner réellement la parole à tous.
Faut-il craindre que ces débats préalables aux candidatures que nous avons connue, puis éventuellement ce ne fut pas le cas cette fois le débat entre les candidatures, soient une occasion d'exaspérer nos différences. Mais dans un parti démocratique et pluraliste comme le nôtre, qui est l'expression même de la diversité du Socialisme français, on ne consolide pas la cohésion, l'unité, en évitant le débat, en redoutant les différences.
Notre Parti est fort et non pas faible de sa diversité des lors que celle-ci s'exerce dans le respect de nos règles communes, et c'est justement ce qui s'est passé. Nous avons eu ces dernières années de grands débats qui étaient de vrais débats. Tout indique aujourd'hui que le Parti n'en a pas bien au contraire, et maintenant, le Parti a discuté, il a réfléchi, puis il a voté sans le stimulant, il est vrai de l'émulation entre plusieurs candidatures, et nous avons l'intention, en ce jour, d'enregistrer les votes qui nous permettront de proclamer notre candidat.

Fondation Jean-Jaurès

Il se trouve que notre Congrès de désignation du candidat Socialiste à l'élection présidentielle se tient en un moment où, après des temps parfois difficiles, un vent plus favorable parait s'être levé. Naturellement, gardons la tête froide. Ne nous abandonnons pas plus à l'optimisme irraisonnable aujourd'hui que nous ne nous sommes laissés glisser hier aux états d'âme du pessimisme. Ne nous abandonnons pas, essayons simplement de serrer au plus près la réalité politique.
Tous les indicateurs d'opinion convergent vers la même conclusion, pas seulement les sondages dont nous n'oublions pas quand ils sont bons les insuffisances que nous leur reprochons quand ils sont moins bons, et que nous tenons non pas pour des instruments de mesure, mais simplement pour des signaux du sens d'évolution de l'opinion.
Au-delà des sondages, il y a ce que nous entendons tous partout, militants, syndicalistes, élus, cette volonté qu'il semble soudain temps d'en finir avec Giscard. Et puis, il y a eu ces sondages grandeur nature que sont les élections, cette progression générale sur un an aux cantonales partielles de l'ordre de 1%, et cela par rapport à nos résultats les plus élevés, ceux de 1976 et de 1979. Et puis, il y a eu ces élections législatives à l'occasion des quelles nous avons gagné deux sièges, consolidé deux autres, et enregistré une nette progression générale de nos voix, y compris la dernière en date dans l'Eure, où nos camarades autour de Dechaux Baume ont gagné 9% et 14 ici, de l'Eure au Cantal, qu'ils en soient remerciés car ils ont bien travaillé pour le Parti. (applaudissements)
C'est un fait, en quelques semaines, quelque chose a bougé dans l'opinion. L'idée à laquelle, nous, militants Socialistes, n'avons jamais cessé de croire, à gagner des secteurs importants et qui s'étendent chaque jour. Giscard peut être battu ; la Droite enfin peut être chassée du pouvoir. (applaudissements)
Cela tient sans doute aux résultats mêmes de ces élections qui ont fait choc dans l'opinion. Cela est au aussi à la clarification qui s'est opérée chez nous autour de la candidature à l'élection présidentielle, au climat plus serein qui, du coup, a prévalu au Parti Socialiste. Permettez-moi de vous dire que c'est un sérieux motif de fierté et d'optimisme de constater que notre confiance mutuelle en cet esprit du Parti, de solidarité Socialiste, qui anime tous les Socialistes, n'a pas été déçu car tous les camarades ont contribué à cette sérénité d'aujourd'hui, et notamment ceux qui ayant pu avoir l'ambition légitime d'être candidats ont renoncé à l'être. (applaudissements)
Mais sans doute, si l'opinion a bougé et continue de bouger, c'est surtout parce qu'à la fin, trop c'est trop. Les ouvriers, les travailleurs de la fonction publique, les cadres, les paysans, les retraités, et naturellement le plus d'un million et demi de chômeurs, tout cela fait beaucoup de monde. Ceyrac et l'état-major du grand patronat en face, cela risque de ne plus faire le poids, et le couplet sur la crise éternel faux-fuyant des discours gouvernementaux, ne convainc plus personne.
Nous, Socialistes, nous ne nions pas la réalité de la crise, d'une crise qui est justement celle d'un capitalisme acculé dès lors qu'il ne peut plus asseoir la prospérité des pays industriellement avancés sur la surexploitation des deux tiers de l'humanité, des peuples hier colonisés et aujourd'hui engagés sans retour sur

la voie de leur libération. Mais la vraie question aujourd'hui est loin de discuter s'il y a crise ou non que de décider qui supporte le plus lourd de la crise, et aujourd'hui, c'est la masse des travailleurs salariés et d'abord ceux qui sont les plus pauvres, les plus exploités.

Mais il faut aller plus loin. Le pouvoir actuel appliquant une politique voulue par le grand patronat, la politique le plan réactionnaire qu'ait connue notre pays depuis Vichy, saisit l'occasion de la crise pour renforcer les inégalités, supprimer les emplois sous prétexte de restructuration et de recherche de compétitivité, remettre en cause les conquêtes sociales, et nul ne peut ignorer que le pouvoir actuel, s'il devait être confirmé par les élections, irait plus loin encore que le grand patronat ; la bourgeoisie d'affaires ne croirait tout permis et pousserait plus loin encore leur offensive anti-sociale, contre le pouvoir des salariés, pour l'accélération des cadences, contre le système des garanties sociales, contre les droits syndicaux contre le statut de la fonction publique.

Et cette fois, personne ne pourra dire après : « Ah, si j'avais su »… car ces princes qui nous gouvernent encore pour quelques temps et ceux qui inspirent, annoncent franchement la couleur. Ils disent cyniquement leur volonté de pousser plus avant leurs objectifs de répression sociale contre les salariés, bien sûr, mais aussi contre tous ceux paysans, artisans, commerçants, petits entrepreneurs, qui échappent encore à la domination des groupes monopolistiques et des banques.

Quant Monsieur Ceyrac dit en juillet dernier : « Il faut en finir avec le tabou de 36 », c'est tout le programme de remise en cause de conquêtes sociales vieilles d'un demi-siècle et parfois plus, qui s'annonce, un programme dont a toujours rêvé le grand patronat et dont seul la corporation fascinant du régime de Vichy avait entrepris la mise en oeuvre : c'était au temps où Monsieur Giscard d'Estaing fréquentait les allées du pouvoir pétainiste.

Quand Monsieur Barre s'en prend aux "Nantis", c'est-à-dire aux postiers, aux cheminots, aux instituteurs, aux travailleurs de chez Renault ou de l'EDF c'est l'attaque contre le statut de la fonction publique qui se prépare ; quand Ceyrac, encore lui, entre deux éloges de Monsieur Barre avertit, en septembre dernier : « Il faut que les forts soient encore plus forts", il exprime la volonté des milieux d'affaires français et internationaux d'accélérer la liquidation de ces petites entreprises, qui sont un élément essentiel du tissu économique et social de notre pays.

De cela, des milliers et des milliers de gens sont en train de prendre conscience, et ils en viennent à se dire que, décidément, sept ans encore, ce n'est pas possible. Transformer ce "ras le bol" en volonté politique, en volonté de créer les conditions de "l'autre politique", voilà notre tâche, notre responsabilité. Nous avons trois mois tout juste, chers camarades, moins de cent, jours, pour le faire.

Et nous savons, et des millions de Français savent avec nous, ont découvert, sont en train de découvrir que c'est possible. Ce qui s'est passé ces dernières semaines, ce qui se passe maintenant, c'est justement cette prise de conscience.

Ne disons pas, dans une emphase simplificatrice : "cela dépend de nous". Car tout ne dépend pas de nous. L'expérience des dernières années nous a enseigné

que beaucoup de données nationales, internationales, peuvent se modifier en peu de temps. Disons plus simplement que tout ce qui dépend de nous sera fait. C'est l'engagement qu'au nom de tous les Socialistes, au nom des millions de Français qui regardent vers nous, nous devons prendre en cette journée solennelle.

Et c'est, en effet, l'engagement sur lequel le Parti tout entier s'unit, plus conscient peut-être que naguère des difficultés de la tâche, de la force et des motivations de l'adversaire, mais aussi de ses véritables atouts. Ce parti qui avait grandi si vite a maintenant mûri.

Il est formé notamment dans l'épreuve imposée à la Gauche, au monde du travail, par la rechute sectaire et isolationniste des dirigeants Communistes français. Et même si, parce que Socialistes, nous n'oublions ni d'espérer, ni d'imaginer, ni de rêver, nous sentons bien que nous sommes passés de l'âge du romantisme à celui de la lucidité.

Nous prenons aujourd'hui une plus juste mesure de l'événement. Nous savons que cet événement d'avril prochain, quelque soit son importance, et elle sera de toutes façons considérables, n'est qu'un maillon d'une longue suite de combats que nous mènerons de toutes façons à son terme, l'avènement d'une société nouvelle libératrice de l'homme.

Aucun de ceux qui sont ici, aucun des quelques 200 000 militants de notre Parti n'imagine que tout sera perdu ou gagné le soir du 10 mai ; ce ne serait pas l'impasse si malgré tout nous devions échouer, et ce ne sera pas tout aussitôt la société nouvelle si nous gagnons, mais ce sera la porte ouverte vers une période exaltante de montée et d'épanouissement du mouvement populaire, un grand moment, comme il n'en est que deux ou trois par siècle, du combat libérateur, et cette logique historique de notre combat, cette continuité de notre effort dans une direction chaque fois réaffirmée par les Socialistes en leur Congrès, cette cohérence entre ce qui s'est fait jusqu'ici et ce qui va se faire à partir de maintenant, comment aurait-elle, comme on nous l'a suggéré parfois, disqualifié en ce moment crucial lui qui voici un peu plus de quinze ans maintenant donnait le signal de départ de cette longue marche ? (Applaudissements)

Elle le désignait tout naturellement, au contraire, et c'est ce choix de raison et de bons sens, que ne contredire d'ailleurs le sentiment, que le Parti vient de faire et que nous allons proclamer tout à l'heure.

Oui, cher François Mitterrand, ce choix très large, s'il exprime la gratitude et la confiance il est plus que tout un acte politique. Il est au seuil d'une étape que nous voulons décisive l'expression d'une volonté sans équivoque d'un parti qui a tenu bon sous tant de coups, et maintenant qui a repris sa marche en avant, de conduire au succès politique d'union, de rassemblement populaire, la politique de lutte contre la monarchie publicitaire et plébiscitaire, contre le régime réactionnaire, la politique tout aussi réaliste que résolue pour les changements ? Cette politique là, l'autre politique, ou bien celle que nous ne connaissons que trop, celle de l'avis de tous les prévisionnistes doit nous conduire à 3 millions de chômeurs en 1985.

François Mitterrand ou Giscard, tous les Français ont maintenant ressenti cette

vérité simple et forte, il n'y a pas d'autre alternative pour le printemps prochain !
(Applaudissements)
Cette évidence est une grande force pour nous, elle doit devenir un irrésistible levier. Il nous reste à aider des millions de gens encore hésitants, indécis, à tirer la conséquence logique de cette réalité politique.
La bataille du 10 mai a toutes les chances de se gagner le 26 avril. C'est une des leçons éclatantes du scrutin partiel de novembre. Les secteurs incertains de l'électorat se sont dégelés pour le second tour parce que le niveau élevé atteint au premier tour par exemple par notre camarade Souchon dans le Cantal, et ailleurs, a fait apparaître que la victoire est possible. Si vraiment François Mitterrand est porté suffisamment haut dès le soir du premier tour, alors la dynamique pourra se déclencher et balayer tous les obstacles.
Pour que Giscard soit battu, il faut que le premier tour consacre la position de rassembleur du candidat Socialiste.
Le danger, c'est la dispersion. Toutes voix égarées au premier tour servira à Giscard. Le 26 avril au soir, il sera trop tard pour voter utile.
Naturellement cela se prépare dès maintenant, et d'abord en évitant cette dispersion des candidatures qui provoquerait la dispersion des voix.
Le rassemblement des voix du premier tour, décidons de le mettre en oeuvre dès aujourd'hui par une active campagne de parrainage d'élus en faveur de la candidature de François Mitterrand. Rassemblons département par département des milliers de signatures, non seulement de tous ceux qui, élus comme Socialistes, et permettez-moi, pour l'essentiel, parce que Socialistes, ne sauraient évidemment soutenir un autre candidat, que celui de leur parti, mais encore de tous ces élus non-membre du Parti dont la gestion démocratique se heurte à l'appareil décentralisé.
Le 26 avril, donc le 10 mai, cela se prépare dès aujourd'hui par la mise en place d'un réseau dense de comités de soutien national, départementaux, mais aussi et suivant les circonstances par canton, par circonscription électorale, voire par quartier, par entreprise. Cette campagne, qui sera bien sûr en premier lieu celle du candidat, sera en même temps celle de tout le Parti.
Ce Parti, on l'a dit déjà, et notamment Paulette Nevoux, n'est plus celui de 1974, qui déjà avait beaucoup grandi, c'est aujourd'hui un parti plus nombreux, et cela est vrai à tous les échelons, plus organisé, plus aguerri, plus fort, et la décision qui sera demandée tout à l'heure au Comité directeur va être une garantie que la barre sera tenue. Nous disposons maintenant quasiment partout du réseau très dense de notre infrastructure militante, nous disposons d'une formidable implantation d'élus locaux, et aussi de nombreux relais, bien qu'encore insuffisants, dans les entreprises.
Si nous savons utiliser toutes ces ressources, nous passerons au peigne fin le terroir socio-politique français ; nous gagnerons un par un, une par une, ceux là, celles là qui à l'heure actuelle continuent de balancer entre les tristes certitudes du giscardisme et ce qu'ils ressentent encore d'incertain dans une victoire Socialiste.

Qui donc, chers camarades, ici penserait que cette tâche nous est impossible ? En avant, camarades, pour gagner avec François Mitterrand !
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, je vous prie de noter la composition de la Commission des résolutions telle qu'elle est proposée par les différents courants...
(Lecture de la liste)
Pierre Joxe va annoncer les résultats des votes des militants dans les sections et les fédérations.
Je demande aux camarades du Cher, de la Meurthe-et-Moselle, de la Mayenne et de la Vienne de bien vouloir apporter les renseignements qui manquent.

Pierre Joxe

Voici les résultats des votes dans les fédérations tels qu'ils nous ont été transmis, et comme vient de l'indiquer Gaston Defferre, il manque quelques résultats. Pour certaines fédérations nous avons été informés que le responsable était en retard, pour les autres ceux qui sont dans la salle et que Gaston Defferre vient d'appeler, veuillez vous rendre d'urgence au bureau qui est à la Droite de la tribune.
J'énonce les chiffres lentement. En cas de contestation, vous pouvez vous manifester immédiatement en indiquant le chiffre ou bien vous pouvez venir à la tribune pour reprendre les chiffres à la fin de l'énoncé.

(Lecture des résultats des votes des fédérations)

Pierre Joxe - Mes chers camarades, voici le résultat du scrutin avec quelques précisions.
Ce résultat prend en compte les effectifs, arrêtés à la date réglementaire, de 161 132 adhérents.
Il prend en compte le droit à voter, après certaines rectifications, de 158 276 camarades.
Je pense qu'il faut que je vous fasse part d'une décision. Il y a un dernier désaccord qui porta, pour des raisons purement administratives, sur une quarantaine de voix, dans la fédération de la Savoie ou de la Charente, je ne me rappelle plus... Je vous propose de ne pas attendre la conclusion du travail de la Commission de Vérification des Mandats, car sur un total de plusieurs dizaines de milliers de voix, ces 40 voix ne changent vraiment rien, ni à la masse globale, ni au pourcentage.
Je pense que le président voudra bien soumettre cette décision au Congrès.

Le président - Camarades, notre ami Joxe a décidé, d'accord avec moi, de proposer le chiffre le plus bas, c'est-à-dire que François Mitterrand a 40 voix de moins sur un total que vous connaissez, ce n'est pas grave, et ainsi aucune

Fondation Jean-Jaurès

contestation n'est possible.

Pierre Joxe - Pas d'opposition ?
…
Il manque les résultats de la fédération de la Guyane, mais je pense qu'on peut proclamer le vote ; là, il n'y a pas contestation, mais manque d'un résultat.
Le résultat donnerait donc, sur 158 276 électeurs : 132 385 voix, soit, pour François Mitterrand, 83,64%. (Vives acclamations)

Le président - Cher François, vous voilà désigné par une majorité écrasante du Parti pour être notre candidat à l'élection présidentielle.
Nous n'avons pas la prétention de dire que les Français vous choisiront à une pareille majorité... (rires)... mais nous avons la prétention d'affirmer qu'en vous présentant à cette élection, avec l'appui du Parti, vous devez être le premier président Socialiste de la 5ème République ! (applaudissements)
Chers camarades, je vais vous proposer une suspension de séance de quelques minutes pour que le Comité directeur puisse être réuni, conformément à nos Statuts qui ont été respectés tout au long de cette procédure de désignation.
Ensuite, François Mitterrand, candidat, s'adressera au Parti et à l'opinion.
(Applaudissements)
La séance est suspendue pour quelques minutes.

(La séance est reprise)

Le président - Camarades, je vous demande de bien vouloir reprendre place.
Je donne la parole à Louis Mermaz, président du Comité directeur.

Louis Mermaz

Chers camarades, à l'heure où le Congrès de notre Parti vient de désigner François Mitterrand comme candidat à l'élection présidentielle, conformément à notre disposition, nous avons réuni le Comité directeur, et celui-ci a décidé de désigner, par intérim, au poste de Premier secrétaire du Parti Socialiste, Lionel Jospin.
(Très vifs applaudissements)
Avec l'ensemble du Parti, François Mitterrand s'apprête à mener un grand combat pour le Socialisme, pour la défense des libertés, pour la grandeur de notre pays.
Lionel Jospin, désormais Premier secrétaire, aura avec nous tous la tâche exaltante de mobiliser l'ensemble du Parti, l'ensemble des élus pour la victoire. Nous serons aux côtés de François Mitterrand, au premier rang de la grande bataille qui s'engage. Nous serons au coude à coude avec Lionel Jospin et avec la direction du Parti pour faire d'avril et mai 1981 le grand rendez-vous du Socialisme en France.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Avant de donner la parole à Pierre Bérégovoy, je rappelle que la Commission des résolutions doit se réunir à l'heure du déjeuner.

Pierre Bérégovoy

Chers camarades, je dois vous lire la résolution que vous propose le Comité directeur unanime.
Pour la paix, pour l'emploi, pour la liberté, pour la France, le Congrès du Parti Socialiste, réuni à Créteil, appelle à l'union des forces populaires, au plus large rassemblement des Françaises et des Français autour de son candidat François Mitterrand.
Par le rayonnement de sa culture et son exigence de justice, par la fermeté de son caractère et sa capacité de rassembleur, par son expérience internationale et sa passion de la liberté, François Mitterrand est prêt à exercer la plus haute fonction de la République dans les temps difficiles ou nous sommes.
Lui seul, parmi les candidats qui prétendent, peut restituer aux citoyens le pouvoir qui leur a été confisqué et faire de la France un pays libre et respecté. Le Congrès lui fait confiance pour rassembler, avec l'ensemble des Socialistes, une majorité de Françaises et de Français pour les conduire à la victoire, une victoire sur la Droite, sur l'injustice, sur le chômage, sur la résignation.
Le Congrès assure François Mitterrand de la pleine solidarité et du soutien fraternel et chaleureux de tous les Socialistes.
Chers camarades, je n'ajouterai qu'un mot : bon courage François Mitterrand, bon courage au Parti Socialiste !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, je dois consulter le Congrès.
Ceux qui sont partisans d'adopter cette résolution le manifestent en levant la main ?
...
Merci.
Epreuves contraires ?
...
Abstentions ?
...
La résolution est adoptée à l'unanimité.
(Applaudissements)
Je donne maintenant la parole au Premier secrétaire Lionel Jospin.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, il avait été décidé qua le Premier secrétaire du Parti ne pourrait être en même temps le candidat du Parti dans la bataille des élections

Fondation Jean Jaurès

présidentielles.
François Mitterrand, Premier secrétaire du Parti Socialiste depuis dix ans, vient d'être élu, désigné par les militants, puis le Congrès, candidat du Parti Socialiste à la bataille qui s'annonce.
Le Comité directeur a été réuni, et sur proposition de François Mitterrand, il m'a confié la responsabilité de Premier secrétaire à l'unanimité.
Avoir été élu, distingué d'une certaine façon par mes pairs et notamment par d'autres hommes ou femmes qui auraient pu eux aussi remplir cette fonction, c'est pour moi un plaisir, un honneur, et une responsabilité, et c'est un autre plaisir de m'exprimer devant vous justement, à ce Congrès extraordinaire pour me retrouver avec tous ceux qui, venus des fédérations, expriment le Parti dans son ensemble.
En prenant mes fonctions, mon mouvement instinctif, aussi ma réflexion m'entraînent dans trois directions : je pense à François Mitterrand, je pense au Parti et je pense à la bataille que nous devons livrer.
Avec son identité d'homme, mais surtout avec son immense talent politique, avec son calme, sa ténacité, son sang froid mais aussi sa passion et sa sensibilité, cet homme, François Mitterrand, né des combats dangereux et souvent solitaires de la Résistance, promis à une carrière longue et se frottant à toutes les réalités du pouvoir, puis renonçant à ce pouvoir ne pas renoncer à ses idées, cet homme, l'habitué des compagnes fidèles et de cercles étroits, a rencontré sur sa route le Parti Socialiste, héritier d'une histoire, mouvement collectif l'a d'une certaine façon conquis et a été conquis par lui au point de l'incarner, pas seul mais avec d'autres et avec ce Parti rencontré en 1974 les masses qui justement aspirent-elles aussi à faire leur histoire.
Eh bien cet homme, le voilà, avec un autre rendez-vous avec nous et avec ces masses, et avec plus que ces masses, avec une majorité peut-être de Français dans notre pays.
Il m'a beaucoup appris dans le Parti, dans les rencontres extérieures, dans les rendez-vous internationaux, auprès de personnalités importantes et notamment le sens du temps, la souplesse et la fermeté en même temps sur ses idées, le dévouement et toujours le conseil de se garder un peu pour continuer à exister par soi-même comme en individu.
Cet homme, il n'est pas question de le remplacer après les dix ans pendant lesquels il a marqué de 1971 à 1981 l'histoire du Parti Socialiste. Il est question simplement d'être à ses côtés, de mettre le Parti à ses côtés dans la nouvelle bataille qu'il va conduire, et de tout faire pour qu'après avoir été au premier rang de ceux qui avec nous ont reconstruit le Socialisme, il soit au premier rang avec nous pour construire le Socialisme en France et l'offrir aux Français.
Je pense aussi au Parti. Je pense à ses grandes vertus et à ses petits travers, à sa capacité grandissante à travers ses militants, ses responsables fédéraux, ses élus, à faire passer ses idées dans les faits.
Je pense à son goût pour la discussion et la libre critique à son implantation croissante dans le monde du travail, chez les intellectuels, dans le moindre bourg de ce pays.

Fondation Jean-Jaurès

Je pense à sa tentation de la dispersion et à son besoin profond d'unité. Je pense à sa flexibilité et à sa robustesse, robustesse dont il a fait preuve face justement à l'épreuve de la désunion.
Ce parti est le produit de plusieurs histoires successives, s'enchaînant et parfois s'enchevêtrant, se heurtant, se contre-disant. C'est un lieu de rencontre de sensibilités, c'est un creuset. Pour l'avoir parcouru depuis huit ans A travers les meetings, les rencontres, au début de 1973 à travers les stages de formation, je crois un peu le connaître. Je suis moi-même peut être aussi un peu le produit de ses histoires : fils d'un militant entré à la SFIO en 1924 et sensible pour cela à l'expérience et au message que des hommes comme Pierre Mauroy ou Gaston Defferre ont appris à traduire et m'ont montré concrètement dans le travail du secrétariat jusqu'en 1979, ayant connu les engagements de la nouvelle gauche à la fin des années 1950 et au début des années 1960, mais surtout moi-même accédant à la responsabilité dans le Parti d'Epinay, grâce au Parti d'Epinay, je crois me sentir bien dans ce parti et le comprendre.
Je me sens assez fier de lui pour le servir et j'espère qu'il acceptera que je le dirige avec d'autres pour la période qui s'ouvre. En tout cas, je sais qu'il sera un remarquable instrument de la campagne de François Mitterrand, son premier instrument, et je pense justement à la bataille qui nous attend. On nous la prédisait sans issue il y a encore quelques semaines et certains maintenant nous promettent la victoire certaine, parfois un peu légèrement.
Méfions-nous des engouements, des flambées d'enthousiasme, ou tout d'un coup des retombées puissantes du pessimisme. En tout cas, la bataille sera rude, incertaine et décisive. Et pourtant, en même temps, à cette heure-ci, aujourd'hui, 24 janvier, disons-nous que l'issue est proche, que dans à peine plus de trois mois, de toute façon, nous serons face à d'autres problèmes. La campagne sera terminée. Si nous l'avons gagnée, ce que je souhaite, ce que je crois possible, alors, ce sera toute la difficulté de la construction du Socialisme dans notre pays ; si nous ne devions pas réussir ce que je ne crois pas, alors, nous aurions à maîtriser cet échec provisoire avant de repartir à nouveau.
Notre engagement dans le Socialisme dépasse cette bataille électorale, bien qu'elle soit pour nous maintenant la tâche première et essentielle et nous avons de grands atouts pour la mener. Nous pouvons nous appuyer sur les mécontentements puissants qui sourdent dans notre peuple et se manifestent par des indices de plus en plus nombreux. Nous pouvons nous appuyer sur cette peur des conséquences de la politique catastrophique menée par le pouvoir en place.
Nous pouvons nous appuyer sur l'aspiration profonde à l'unité qui subsiste dans le peuple de gauche en France. Nous pouvons nous appuyer sur notre propre parti, sur nous-mêmes avec confiance, car c'est un instrument dont la France a besoin. C'est un mouvement qui ressemble à ce pays, à sa diversité, à ce besoin qu'il a de contrôler lui-même sa vie et son avenir. Nous pouvons gagner car nous avons un candidat qui a la stature nationale et internationale pour cela, mais nous devrons lever de grands obstacles : la puissance des forces de droite, la politique actuelle de la direction du Parti Communiste français. C'est

pourquoi nous devons nous rassembler car nous savons que même si nous devons rassembler plus largement autour de nous, la victoire d'abord ne viendra que de nous.
Nous avons un leader digne de ce combat, nous avons un mouvement structuré, évident nous avons une grande cause à servir, celle du Socialisme, quoi de plus pour susciter l'enthousiasme, quoi de plus pour mériter le travail patient et obscur de chacun de nous. C'est à cela que je vous appelle pour servir nos idées, pour servir les Français, pour faire gagner notre candidat à l'élection présidentielle, François Mitterrand.
(Très vifs applaudissements)

Le président - La parole est à François Mitterrand, notre candidat et je l'espère, demain, notre Président.
(Très vifs applaudissements)

François Mitterrand

Chers camarades, vous venez de m'appeler à conduire le combat des Socialistes, d'abord pour gagner, ensuite pour ouvrir le chemin de l'autre politique, celle qu'attend, celle qu'espère, celle que veut, dans ses profondeurs, notre peuple, enfin pour que commencent les temps nouveaux, avec cette rencontre préparée depuis longtemps dans l'histoire : la rencontre du Socialisme et de la France.
Me voici donc, par votre choix, le candidat Socialiste à l'élection présidentielle de 1981.
Je vous remercie de la confiance que vous me faites. Je la reçois comme un honneur - il n'est pas d'honneur dans la facilité - et comme le témoignage fraternel d'un Parti rassemblé. Cet honneur, je ne l'ai pas sollicité pour mettre dans ma poche notre drapeau. Soyons nous-même, vous ai-je dit, si souvent… Eh bien, je porterais le Socialisme auquel nous avons adhéré et auquel nous croyons, sans renoncer à rien de ce qui fait la force et sa grandeur, de ce que signifie son message et de ce qui est sa réalité.
Mais il ne s'agit plus de moi. C'est le Parti tout entier qui s'engage maintenant dans la bataille politique, peut-être décisive, qui débute aujourd'hui. Chacun de nous y a sa place et, au premier rang, ceux qui, par la constance de leur action et la richesse de leur pensée ont fait du Socialisme ce qu'il est et qui, assureront, demain, sa marche en avant.
Je n'en veux distinguer aucun, si ce n'est, me tournant vers Lionel Jospin, l'assurer de notre concours et de notre affection qui l'accompagneront dans la lourde tâche qui l'attend et qui n'est pas, dans mon esprit, un intérim… (applaudissements) et vers Michel Rocard qui pouvait prétendre à nous représenter dans cette grande circonstance pour lui dire avec amitié, s'il ne le savait pas déjà, qu'il n'est pas de frontière plus facile à franchir que celle qui sépare le présent de l'avenir. (applaudissements)
Je me tourne aussi vers ceux qui, à Epinay, il y aura bientôt dix ans, autour de Pierre Mauroy, auquel je dois et nous devons à ce Parti d'être aujourd'hui ce

Fondation Jean-Jaurès

qu'il est, Gaston Defferre - faut-il donc insister ? C'est une amitié si forte et si ancienne -Jean-Pierre Chevènement, Louis Mermaz, Marie-Thérèse Eyquem, Gérard Jaquet, et combien d'autres que j'ai l'injustice de ne point citer, et avant Epinay autour d'Alain Savary, et puis les grands témoins comme Augustin Laurent ont ramené l'histoire à notre seuil.
Mais, candidat des Socialistes je veux l'être aussi, je dois l'être du rassemblement populaire si nécessaire à la sauvegarde de la démocratie, à la transformation de notre société et à la grandeur de la France.
Je n'ai jamais cessé, depuis qu'ensemble nous avons pris la route, d'en appeler à l'union des forces populaires, au-delà des rivalités de partis et des manœuvres de retardement. Lourde est la responsabilité de ceux qui ont retardé l'heure du changement et cru qu'il leur serait possible d'arrêter le mouvement de l'histoire. Tel n'est pas notre cas et j'en appelle encore à notre peuple.
Qu'il donne donc, ce peuple, dès le 26 avril, sans perdre davantage de temps, l'appui massif de ses suffrages au candidat des Socialistes, seul en mesure, par la force des choses, de battre Giscard d'Estaing et, avec lui, la Droite, le camp des privilèges et le grand capital !
Ainsi serai-je, je l'espère, en votre nom, le candidat d'une majorité de Françaises et de Français, candidat de la France, pour la France !
Une campagne électorale se prête mal à la tolérance et au respect mutuel. Insensible aux coups, j'en porterai sans doute, non pour atteindre les hommes mais pour combattre les idées et la domination des puissants qui ont contraint les travailleurs et des millions d'hommes et de femmes à connaître, à subir la dureté et l'injustice. Mais je respecterai toutes les chances - je dis bien, toutes les chances - d'unir ce grand pays, le nôtre, autour d'ambitions à son niveau, et d'entraîner sa jeunesse et ses forces de création vers les seules conquêtes, celles de la vie et de la connaissance, qui justifie la condition de l'être humain.
Rien ne sera facile. Je ne promets rien d'autre que le courage, la continuité de l'effort et la volonté de gagner.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Chers camarades, la séance est suspendue. Nous la reprendrons à 15 heures, avec le rapport de la Commission des résolutions.

Coll. Fondation Jean Jaurès